



HWEHWEMUDUA

ISSN-L: 3080-1621

ISSN-P: 3080-1613

REVUE HWEHWEMUDUA

Revue des Lettres, Sciences Humaines et Sociales



Université Peleforo GON COULIBALY
UFR Sciences Sociales
Korhogo - Côte d'Ivoire

www.hwehwemudua.net



revue.hwehwemudua@gmail.com

REVUE DES LETTRES, SCIENCES HUMAINES ET SOCIALES

HWEHWEMUDUA



Vol.2, N°1, Février 2026

Site : <https://www.hwehwemudua.net>

Courriel : revue.hwehwemudua@gmail.com

Université Peleforo GON COULIBALY

UFR Sciences Sociales

BP 1328 Korhogo

LIGNE EDITORIALE

Essentielle pour le progrès de la société, les lettres, sciences humaines et sociales jouent un rôle fondamental. Elles permettent de comprendre le passé, d'entretenir la mémoire de l'humanité, de mieux comprendre l'humain dans la société, de développer la capacité d'analyse et de rédaction, d'enrichir les autres sciences et technologies par le questionnement de leurs impacts sociaux, culturels et environnementaux, de mieux anticiper l'avenir avec discernement et humanité, et de construire une société équilibrée. Quoi de mieux que des productions scientifiques pour la diffusion et la promotion des acquis de la recherche, des connaissances. C'est dans ce dynamisme que s'inscrit la revue ***Hwehwemudua***, qui se présente comme une lucarne d'expression, de diffusion et de promotion des résultats de recherche des universitaires.

Le choix du nom de la revue n'est pas anodin. *Hwehwemudua* qui peut être traduit par « bâton de mesure », dans la langue *twi*, est un symbole Adinkra issu de la culture akan. Il représente l'excellence, la persévérance et la qualité du travail. Il rappelle donc l'importance de l'effort et de la détermination pour atteindre l'excellence. Tout comme ce bâton, cette revue est un espace de partage, de diffusion de travaux rigoureusement menés par les universitaires qui y soumettent des manuscrits originaux.

Dans un contexte où les échanges interculturels et interdisciplinaires se font plus que jamais indispensables, la revue en papier et en ligne, ***Hwehwemudua*** qui est une revue pluridisciplinaire à parution trimestrielle, se positionne comme un vecteur de connaissances susceptibles de nourrir le débat, de stimuler l'innovation et de contribuer à l'enrichissement des sciences humaines et sociales, des lettres, langues et des civilisations.

Le Comité de rédaction espère que la lecture de cette revue vous inspirera autant qu'elle l'a animé lors de son élaboration. Que ces pages soient pour vous une invitation à explorer et à enrichir votre regard sur nos sociétés, en perpétuelles mutations.

Le Comité de rédaction

ISSN-L 3080-1621 // ISSN-P 3080-1613

COMITÉ ÉDITORIAL

Directeur scientifique :

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur Titulaire d'Archéologie, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire

Directeur de publication :

KOUAKOU N'dri Laurent, Maître de Conférences d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

Rédacteur en Chef :

N'GORAN Kouadio Adolphe, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Secrétaire d'édition :

KOUAME N'founoum Parfait Sidoine, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Secrétaire adjoint d'édition :

KOFFI Amani, Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Trésorier :

ATCHIE Amon Guy Serge, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

Webmaster :

KOUAKOU Kouadio Sanguen

COMITÉ SCIENTIFIQUE

ALLOKO N'guessan Jérôme, Directeur de recherches de Géographie, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire.

ALLOU Kouamé René, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

ASSANVO Amoikon Dyhie, Maître de Conférences de Linguistique, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

BAHA Bi Youzan Daniel, Professeur Titulaire de Sociologie, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

BAMBA Mamadou, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara de Bouaké, Côte d'Ivoire

BATCHANA Essohanam, Professeur Titulaire d'Histoire, Université de Lomé, Togo

BEKOIN Raphael Tanoh, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

BIRBA Noaga, Maître de Conférences d'Archéologie, Université Norbert Zongo, Burkina-Faso

BROU Cho Julie Eunice, Maître de Conférences d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

FAYE Ousseynou, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Cheick Anta Diop, Sénégal

GAYIBOR Théodore Nicoué Lodjou, Professeur Titulaire d'Histoire, Université de Lomé, Togo

GOLE Koffi Antoine, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

GOMGNIMBOU Moustapha, Directeur de recherches d'Histoire, Centre National de la Recherche Scientifique et Technologique (CNRST), Burkina-Faso

KOFFIE-BIKPO Céline, Professeur Titulaire de Géographie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KONE Issiaka, Professeur Titulaire de Sociologie, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

KONIN Severin, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KOUADIO N'Guessan Jérémie, Professeur Titulaire de Linguistique, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KOUAKOU N'dri Laurent, Maître de Conférences d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

KOUAME Aka, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KOUASSI Kouakou Siméon, Professeur Titulaire d'Archéologie, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire

KOUASSI N'Goran François, Directeur de recherches de Sociologie, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

KOUDOU Dogbo, Maître de Conférences de Géographie, Université Péléforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

LATTE Egue Jean Michel, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire.

MIAN Newson Kassy Mathieu Assanvo, Maître de Conférences d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

NENKAM Chamberlain, Maître de Conférences d'Histoire, Université de Yaoundé, Cameroun

OUATTARA Tiona, Directeur de recherches d'Histoire, Université Felix Houphouët-Boigny - Côte d'Ivoire

SANGARE Abass Souleymane, Professeur Titulaire d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

SILUE Pébanagnanan David, Maître de Conférences de Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY

SINAN Adama, Maître de Conférences de Sociologie, Université Peleforo GON COULIBALY

SOHI Blesson, Maître de Conférences d'Histoire, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

SOTINDJO Dossa Sébastien, Professeur Titulaire d'Histoire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

COMITÉ DE LECTURE

AGUIE Yhattey Hervé Thierry, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY

ANGOUA Adjé Séverin, Maître de Conférences d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

AYEMOU Kadjomou Ferdinand, Maître-Assistant d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

BAKAYOKO Yaya, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

BAMBA Fatoumata, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

BANGALI N'goran Gédéon, Maître de Conférences d'Histoire, Université Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

BOUHO Gnionté Armel, Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

COULIBALY Kassoum, Maître-Assistant de Philosophie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

COULIBALY Moussa, Maître-Assistant de Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

COULIBALY Wayarga, Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

COULIBALY Yalamoussa, Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

DJAMALA Kouadio Alexandre, Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

GOULEDEHI Kinva Via Jean Alda, Assistant d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KABA Brahim, Maître-Assistant d'Histoire, Université Julius Nyerere de Kankan, Guinée

KABORE Adama, Assistant d'Histoire, Université Norbert Zongo, Burkina-Faso

KANE Métou, Maître-Assistant de Lettres Modernes, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KAZIO Didjè Jacques, Assistant d'Archéologie, Université de Bondoukou, Côte d'Ivoire

KEWO Zana, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

KONE Bassoma, Maître-Assistant de Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

KONE Diloman, Assistant de Lettres Modernes, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

KONE Kapiéfolo Julien, Maître-Assistant de Géographie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

KONE Kpassigué Gilbert, Maître-Assistant d'Histoire, Université Alassane Ouattara, Côte d'Ivoire

LAGO Blé Angelin, Maître-Assistant d'Histoire, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

LOUKOU Yao Serges Bonaventure, Maître-Assistant d'Archéologie, Université cheikh Anta Diop, Sénégal

MENE Yao Fabrice-Alain. Davy, Maître-Assistant d'Histoire, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

OKOU Kouakou Norbert, Maître-Assistant de Sociologie, Université Felix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

OUATTARA Brahim, Maître-Assistant d'Histoire, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

OUATTARA Lancina, Assistant de Lettres Modernes, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

OUEDRAOGO Serges Noël, Maître-Assistant d'Histoire, Université Norbert Zongo, Burkina-Faso

SEKA Jean-Baptiste, Maître de Conférences d'Histoire, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

SIDIBE Nohan, Maître-Assistant d'Histoire, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire

TOURE Gninin Aicha, Maître-Assistant d'Archéologie, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

TRAORE Bakary, Assistant de Lettres Modernes, Université Félix Houphouët-Boigny, Côte d'Ivoire

VIDO Arthur, Maître de Conférences d'Histoire, Université d'Abomey-Calavi, Bénin

YAO Akpolè Daniel, Maître-Assistant de Philosophie, Université Peleforo GON COULIBALY, Côte d'Ivoire

YEO Mamadou, Maître-Assistant d'Histoire, Université Polytechnique de San-Pedro, Côte d'Ivoire

ZADOU Zidy Armand Didier, Maître de Conférences d'Anthropologie, Université Jean Lorougnon Guédé, Côte d'Ivoire

SOMMAIRE

1. **L'héroïsation des figures africaines dans la poésie de Senghor, ABDOULAYE DIONE,**.....1-15
2. **Variabilité climatique et vulnérabilité de la biodiversité montagnarde dans l'espace urbain de Man (ouest de la Côte d'Ivoire), OI KAMENAN GERMAIN KAMENAN, GUITRY ABEL BOLOU, DOTANAN TUO,**.....16-33
3. **Laurent Pokou, une aptitude footballistique innée : introspection dans l'antre d'un imaginaire collectif, GROYOU ARNAUD FABRICE,**..... 34-46
4. **Rôle du chef coutumier de Baye « massaké » en milieu Dafing du Mali dans la gestion des crises sociales et environnementales, AMADOU SENOU, ELMAHMOUD AG AHMED, MOUSSA Dit MARTIN TESSOUGUE,**..... 47-61
5. **Sites archéologiques du Bawol au Sénégal : un patrimoine méconnu et problématique de sauvegarde, KHADY NDOYE, IBRAHIMA KHALILOU DIAGNE, NDONGO FAYE,**.....62-80
6. **Evaluation du risque de transmission de maladies vectorielles dans les hôtels de la ville de Boundiali, BISSOU GUIKAHUE DANIEL, BAMBA LAZENI,**..... 81-92
7. **Déterminants de la pratique des mutilations génitales féminines parmi les femmes de 15 - 49 ans au Tchad, JUSTIN DANSOU, ROGER ATTEMBA, ALPHONSE MINGNIMON AFFO, JACQUES ZINSOU SAIZONOU, PACOME EVENAKPON ACOTCHEOU,**.....93-104
8. **Externalisation et gestion migratoire en Afrique subsaharienne : une ambiguïté dans la prise en charge des migrants de retour à Abidjan (Côte d'Ivoire), TALIBET KOUACOU YVES-RHODRIGUE KONAN,**.....105-117
9. **« Fronts de mer » et « Fronts de terre » : stratégies d'implantation militaire française en Afrique de l'ouest (XV^e-XXI^e siècles), LAMINE FAYE, IDRISSE BÂ,**.....118-131
10. **Le mythe de la justice sociale : comment les inégalités économiques perpétuent l'injustice sociale, BOTTY BI NAGA LANDRY,**.....132-142
11. **Humanités et crise sahélienne : entre discrédit contemporain et nécessité anthropologique, MARCEL GUIGMA, TEGAWENDE LAZARD OUERAOGO,**.....143-157

12. **Des actes honorifiques : un pan de la diplomatie entre les cités grecques d'Asie et d'Europe à l'Epoque Classique**, OUOLLO ADAMA TOURE, KOFFI ARCEL BOUSSOU,.....158-173

13. **Dynamiques comparées de la performance touristique au Mali et au Sénégal (1995–2021) : fréquentation, offre hôtelière et contribution économique**, OUSMANE GUEYE, MOUSSA Dit MARTIN TESSOUGUE, EL. HADJI MAMADOU NDIAYE, CHEIKH SAMBA WADE,.....174-199

14. **L'émergence des motos Jakarta dans la ville de Louga au Sénégal**, BABACAR MBAYE, CHEIKH SAMBA WADE, EL HADJI MAMADOU NDIAYE,..... 200-213

15. **La décentralisation à l'épreuve du terrain : pratiques participatives et obstacles dans la commune urbaine de Kissidougou**, BERNARD LENO, AMARA KEITA,.....214-226

16. **L'esclavage et la liberté chez Sartre et Chamoiseau : étude comparée de *les mouches* et *l'esclave* *vieil homme* et *le Molosse***, VICTOR TERFA ATSAAM (Ph.D),..... 227-240

17. **La contribution de l'association cotonnière coloniale (ACC) au progrès cotonnier en Côte d'Ivoire de 1908 à 1939**, DIBY AYA EDWIGE MARCELLE,..... 241-257

18. **Valorizing black women in ERNEST J. GAINES' *a lesson before dying***, EMMANUEL N'DEPO BEDA,.....258-275

19. **Culture d'entreprise et marginalisation syndicale : cas du comité d'action sociale et d'innovation (CASI) de la société d'énergie et d'eau du Gabon (SEEG)**, JUDICAËL DIAMBOUNAMBATSI, ERIC ONDO-MENIE,.....276-292

20. **Profils sociodémographiques et trajectoires migratoires des livreurs de pain à Korhogo (nord de la Côte d'Ivoire) : analyse des conditions d'exercice d'un emploi informel**, OUATTARA MOHAMED ZANGA,.....293-310

21. **Savoirs locaux, action humanitaire et co-construction du développement rural dans un contexte de crise : l'approche du Catholic Relief Services (CRS) dans l'arrondissement de Mokolo (MAYO-TSANAGA, extrême-nord Cameroun)**, SAMUEL KOLÉKOLÉ DOUZONG,.....311-327

LA DECENTRALISATION A L'EPREUVE DU TERRAIN : PRATIQUES PARTICIPATIVES ET OBSTACLES DANS LA COMMUNE URBAINE DE KISSIDOUGOU

Bernard LENO

Département de Sociologie, Université de Labé

lenobernad23@gmail.com

&

Amara KEITA

Département de Sociologie, Université de Labé

amarakeita98@yahoo.com

Résumé

Depuis les années 1990, la décentralisation s'est imposée en Afrique comme un levier de démocratisation locale, plaçant la participation citoyenne au cœur des politiques publiques territoriales. En Guinée, cette orientation s'est traduite par la promotion du développement participatif à l'échelle communale. Toutefois, la mise en œuvre concrète de ces principes demeure problématique, en particulier dans les communes urbaines de l'intérieur du pays. Cet article analyse les pratiques participatives et les obstacles à leur effectivité dans la commune urbaine de Kissidougou. L'objectif est de comprendre comment les dispositifs institutionnels de la décentralisation s'articulent aux réalités sociales, politiques et administratives locales, et dans quelle mesure ils favorisent (ou entravent) l'implication réelle des citoyens dans la gestion des affaires publiques. L'étude repose sur une approche qualitative combinant des entretiens semi-directifs menés auprès d'acteurs institutionnels (élus locaux, administrateurs, agents techniques) et de représentants de la société civile (leaders communautaires, associations, citoyens), ainsi qu'une observation participante lors de réunions publiques et de cadres de concertation locale. Les résultats mettent en évidence une tension persistante entre les logiques centralisatrices de l'État et les ambitions affichées de gouvernance participative. Les dispositifs formels de participation apparaissent largement ritualisés et peu ancrés dans les dynamiques sociales locales. Plusieurs obstacles structurels sont identifiés : déficit d'informations, faibles capacités institutionnelles, clientélisme politique et méfiance croissante des populations envers les autorités locales. En conclusion, l'article souligne l'existence d'un décalage entre les normes de la décentralisation participative et les pratiques effectives de gouvernance locale, invitant à repenser la participation citoyenne au-delà des seuls cadres institutionnels.

Mots-clés : décentralisation, participation citoyenne, gouvernance locale, collectivités locales, Kissidougou (Guinée).

DECENTRALISATION PUT TO THE TEST ON THE GROUND: PARTICIPATORY PRACTICES AND OBSTACLES IN THE URBAN COMMUNE OF KISSIDOUGOU

Abstract

Since the 1990s, decentralization has emerged in Africa as a key instrument for local democratization, placing citizen participation at the core of territorial public policies. In Guinea, this orientation has been reflected in the promotion of participatory development at the municipal level. However, the effective implementation of these principles remains problematic, particularly in inland urban municipalities. This article examines participatory practices and the obstacles to their realization in the urban municipality of Kissidougou. The objective is to analyze how decentralization frameworks interact with local social, political, and institutional realities, and to assess the extent to which they enable (or hinder) meaningful citizen involvement in local public affairs. The study adopts a qualitative methodology combining semi-structured interviews with institutional actors (local elected officials, administrators, and technical staff) and civil society representatives (community leaders, associations, and citizens), alongside participant

observation during public meetings and local consultation forums. The findings reveal a persistent tension between state centralization logics and the officially promoted ambitions of participatory governance. Formal participatory mechanisms are largely ritualized and weakly embedded in local social dynamics. Several structural constraints are identified, including limited access to information, weak institutional capacities, political clientelism, and growing public distrust toward local authorities. In conclusion, the article highlights a structural gap between the normative framework of participatory decentralization and actual local governance practices. It calls for a rethinking of the conditions for citizen participation in decentralization processes, beyond purely institutional arrangements.

Keywords: decentralization, citizen participation, local governance, local authorities, Kissidougou (Guinea).

1. INTRODUCTION

La réforme de la décentralisation en Guinée s'aligne sur les vastes transformations institutionnelles initiées à la fin des années 80, dont l'objectif est de restructurer l'Etat et de favoriser une citoyenneté renouvelée enracinée dans la gestion locale des affaires publiques. La législation adoptée en 2017 concernant le Code des collectivités territoriales définit la décentralisation comme « une forme d'administration qui autorise des regroupements humains, situés sur une partie précise du territoire national, à établir des entités territoriales dotées de la personnalité juridique morale et de l'autonomie administrative, sous le contrôle d'un représentant de l'Etat » (République de Guinée, 2017, p.12). L'objectif de cette réglementation est de réduire la domination du pouvoir central, de consolider la démocratie locale et principalement d'encourager l'engagement citoyen dans les démarches de développement territorial.

Toutefois, l'analyse sociologique et politique du processus de décentralisation en Guinée révèle une contradiction notable entre les principes affichés et les pratiques observées. Alors que le discours institutionnel met en avant la participation citoyenne comme un facteur de légitimité et d'amélioration de l'action publique locale, la réalité montre la persistance de limites importantes. En dépit de l'existence d'autorités locales dotées d'une autonomie administrative et d'une capacité financière limitée, et issues d'instances élues telles que les conseils communaux et les mairies en milieu urbain, les mécanismes de participation demeurent faiblement opérationnels et peu inclusifs. Néanmoins, comme l'a récemment mentionné Condé (2022), encourager une véritable implication citoyenne reste un enjeu de taille. Les populations voient généralement cette implication plus comme un transfert symbolique que comme une véritable autorité opérationnelle déléguée aux niveaux locaux (Condé, 2022, p.45). Plusieurs éléments convergents expliquent le faible degré d'appropriation des mécanismes participatifs, tels qu'un manque d'informations spécifiques, l'absence d'une culture de participation locale durable, les disparités socio-économiques limitant

l'accès à une participation efficace et la persistance des logiques clientélistes héritées de l'époque postcoloniale (Olivier de Sardan, 1998, p.67 ; Chauveau, 1998, p.32).

D'un point de vue théorique, comme le soulignent Olivier de Sardan (1998) et Chauveau (1998), on ne peut jamais considérer la participation citoyenne comme un acquis garanti. Elle découle constamment d'interactions complexes entre des groupes stratégiques locaux, de rapports de force asymétriques et de dynamiques symboliques ancrées dans les usages sociaux (Olivier de Sardan, 1998, p.71 ; Chauveau, 1998, p.46). En Guinée, l'établissement d'une « plateforme de participation » à l'échelle locale est principalement dans une phase expérimentale. Son succès est largement lié à l'organisation des élites locales et à la capacité des citoyens à exercer un contrôle effectif.

Par ailleurs, la ville de Kissidougou, située à environ 600 kilomètres à l'est de Conakry, dans la région dite de la Guinée forestière et relevant de la région administrative de Faranah, offre un terrain d'observation pertinent. Véritable carrefour urbain situé au cœur d'un réseau régional, Kissidougou est le chef-lieu de sa préfecture. Historiquement peuplée principalement par les ethnies Kissi, Malinké, Lélé et Kouranko, la ville a connu une forte croissance démographique, passant de 66 028 habitants lors du recensement général de la population et de l'habitation (RGPH) de 1996, à une estimation avoisinant les 110 000 habitants en 2016 (INS, RGPH, 2014). Ce dynamisme place Kissidougou parmi les six plus grandes villes guinéennes, ce qui accentue les enjeux liés à la gestion locale et à la participation citoyenne (Plan de développement local, Commune urbaine de Kissidougou, 2017, p.9).

Pourtant, cette expansion urbaine rapide entraîne des défis particuliers. Selon Condé (2022, p.52), Kissidougou est confrontée à une intense pression foncière, un manque d'équipement et d'infrastructures communautaires, une offre insuffisante en services sociaux de base et des tensions récurrentes entre différents intervenants locaux. Dans ce contexte, l'implémentation des notions de décentralisation est entravée par des problèmes structurels tels que : un manque persistant de ressources financières locales, une dépendance trop forte à l'égard des financements gouvernementaux, un renouvellement politique restreint au niveau local et une implication citoyenne encore minime, en particulier parmi les femmes, les jeunes et les groupes vulnérables (OCDE, 2019, p.17). Ces obstacles freinent la mise en œuvre effective des projets de développement, comme le prouve l'immobilisme prolongé du marché et de la gare routière du district de Waltö, qui ont été inaugurés mais demeurent sous-utilisés, mettant en évidence la distance palpable entre les objectifs institutionnels et la réalité quotidienne (Condé, 2022, p.56).

Sur les scènes nationale et internationale, la littérature s'accorde sur le fait que la décentralisation joue un rôle crucial pour consolider la cohésion sociale et encourager un développement territorial inclusif et durable (OCDE, 2019, p.23 ; IIED, 2020, p.11). Lorsque mise en œuvre, la décentralisation favorise un ajustement plus précis des politiques publiques aux particularités et exigences locales, un renforcement de la responsabilité des élus en matière de gestion publique, ainsi qu'une promotion d'une citoyenneté engagée. Au contraire, un processus de décentralisation inefficace entraîne une détérioration du lien social, l'instauration de politiques publiques inappropriées, et une montée du sentiment d'exclusion parmi les populations (Mercier, 2008, p.114). L'insuffisance de participation civique entraîne notamment un décalage entre les besoins véritablement exprimés et les initiatives mises en œuvre, un contrôle social limité sur l'emploi des fonds publics, et un cercle vicieux d'inefficacité qui érode la légitimité des institutions locales.

Plusieurs rapports et recherches, notamment celles de la Banque mondiale (2019), du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD, 2018) et d'Oxfam (2020), soulignent ce qui a été qualifié de « fossé participatif » en Guinée : bien que les textes légaux évoquent les mécanismes de participation, leur mise en œuvre effective reste limitée, entravée par le manque de formation des élus locaux, la centralisation persistante des décisions stratégiques, des ressources financières souvent insuffisantes, et la difficulté pour les populations à s'approprier leur rôle de contrôle et de proposition (Banque mondiale, 2019, p.53 ; PNUD, 2018, p.29 ; Oxfam, 2020, p.42).

Ce constat est particulièrement marqué dans la ville de Kissidougou, où la mobilisation est faible lors des rares consultations publiques et où les organisations de la société civile peinent à s'imposer comme acteurs structurants. Par ailleurs, les retards et blocages dans la réalisation d'infrastructures essentielles alimentent un sentiment d'impuissance et de désintérêt chez les habitants, accentuant le cycle négatif du non-engagement (Diawara, 2020, p.61).

En dépit de son importance primordiale, la recherche scientifique a encore du mal à approfondir le sujet de la participation citoyenne dans le contexte de la décentralisation en Guinée. Seules quelques recherches de terrain offrent une analyse détaillée de l'adoption tangible des dispositifs participatifs, du changement des habitudes et des impacts concrets des politiques locales sur le quotidien des habitants (IIED, 2020, p.11 ; Bierschenk et Olivier de Sardan, 1998, p.15). Les travaux pionniers insistent sur la nécessité de développer une sociologie compréhensive et ancrée dans le local, qui prenne pleinement en compte les jeux d'acteurs, les conflits de légitimité, les stratégies d'adaptation et les modalités spécifiques de la participation citoyenne (Bierschenk et

Olivier de Sardan, 1998, p.21 ; Condé, 2022, p.50). Cette lacune est encore plus nette pour Kissidougou, où les réalités locales manifestent une grande complexité et ne peuvent être réduites à des cadres analytiques standardisés.

Il est donc crucial d'adopter une démarche inductive, fortement empirique et contextualisée pour comprendre de manière détaillée les pratiques participatives et les défis auxquels on fait face dans le processus de décentralisation à Kissidougou. Cette approche s'aligne avec les recherches interactionnistes et socio-anthropologiques politiques menées notamment par Olivier de Sardan et ses associés. Leur objectif est de bien documenter « au ras du sol » les dynamiques de proximité, les innovations quotidiennes, ainsi que les résistances et aspirations des communautés face à la gouvernance locale (Olivier de Sardan, 1998, p.89). Cette étude, en vérifiant les discours, les mécanismes institutionnels et les pratiques réelles, vise à combler une absence significative dans la documentation empirique guinéenne. Elle cherche également à évaluer la différence entre les exigences légales et les actions concrètes, tout en suggérant des voies précises pour une gouvernance davantage inclusive, transparente et performante.

Par conséquent, en examinant ces aspects à travers le filtre particulier de Kissidougou, nous sommes non seulement en mesure de mettre en lumière les défis locaux et leurs dispositions spécifiques, mais également d'approfondir la pensée globale sur la décentralisation en Guinée et dans des contextes comparables. Cette contribution vise à alimenter l'élaboration d'un modèle de gouvernance locale modernisé, où la participation des citoyens ne se limiterait plus à un simple slogan, mais deviendrait un outil concret de développement et de cohésion sociale.

2. METHODOLOGIE

Cette recherche utilise une méthodologie qualitative, adoptant un point de vue inductif et socio-anthropologique pour comprendre les dynamiques complexes liées à la participation citoyenne ainsi que les tensions associées au processus de décentralisation dans la commune urbaine de Kissidougou. Pour assurer une compréhension approfondie et une validité renforcée, l'approche fait appel à une triangulation des sources et des méthodes de collecte, alliant des données variées et complémentaires.

D'un point de vue théorique, cette étude se positionne dans le courant des sciences sociales critiques et interactionnistes qui favorisent l'observation des pratiques sociales « au ras du sol » et l'interprétation des dynamiques stratégiques des acteurs dans leur environnement socio-politique

(Olivier de Sardan, 1998 ; Bierschenk & Olivier de Sardan, 1998). Cette approche offre la possibilité de comprendre les dynamiques de pouvoir, les relations symboliques, ainsi que les tactiques individuelles et collectives dans les structures décentralisées, tout en prenant en compte un aspect d'interprétation et de compréhension ancré dans le contexte local.

Le choix du terrain d'étude, Kissidougou, s'appuie sur sa représentativité et sa singularité au sein du paysage guinéen. Située au cœur de la région forestière, elle constitue une commune urbaine à la fois dynamique et confrontée à de multiples défis économiques, sociaux et politiques liés à sa croissance démographique et à ses fonctions de chef-lieu. Ce cadre offre une opportunité d'observer la mise en œuvre concrète de la décentralisation dans un environnement marqué par des tensions structurelles, notamment en matière de ressources, renouvellement politique et implications citoyennes.

Pour saisir de manière fidèle les multiples dimensions de la participation citoyenne ainsi que les obstacles qui l'entravent, diverses approches complémentaires ont été mobilisées. L'observation participante constitue le cœur de cette démarche : une immersion de six mois au sein des sphères institutionnelles et sociales de la municipalité a permis de mieux comprendre les enjeux locaux, les pratiques coutumières et les résistances à l'œuvre dans les structures de gouvernance, les forums citoyens et les rassemblements publics. Cette posture pragmatique a rendu possible la collecte d'interactions informelles et l'analyse de dynamiques discursives souvent absentes des sources formelles (Olivier de Sardan, 1998, p. 90).

Par ailleurs, plusieurs entretiens semi-directifs ont été réalisés auprès d'une diversité d'acteurs : élus locaux (maires, conseillers), agents de l'administration préfectorale, représentants d'associations et d'organisations communautaires, femmes engagées dans des initiatives participatives, ainsi que citoyens ordinaires. Le guide d'entretien, élaboré en amont, a permis d'explorer en profondeur les perceptions, les pratiques effectives, les obstacles rencontrés ainsi que les ressources mobilisées dans le cadre du fonctionnement de la décentralisation à l'échelle locale. Le recrutement des participants s'est appuyé sur un échantillonnage raisonné, conçu pour refléter la diversité sociale, générationnelle, géographique et genrée, assurant ainsi une représentativité des voix et des expériences recueillies.

L'analyse documentaire a également occupé une place centrale dans la démarche. Elle a consisté en un examen rigoureux de divers documents officiels, tels que les plans de développement locaux, les procès-verbaux des sessions municipales, les circulaires administratives, ainsi que les rapports

produits par les ONG actives à Kissidougou. Cette relecture critique a permis de situer les données empiriques dans leur contexte institutionnel, tout en questionnant la cohérence entre les discours formels et les pratiques concrètement observées (Bowen, 2009).

L'analyse des données s'est inscrite dans une démarche qualitative rigoureuse, mobilisant l'analyse thématique comme outil central de traitement et d'interprétation (Paillé & Mucchielli, 2016). Les matériaux recueillis (entretiens, focus groups, observations et documents) ont fait l'objet d'une lecture croisée et approfondie, visant à dégager les régularités, les ruptures, les contradictions et les implicites. Les corpus ont été examinés selon un processus itératif, où les catégories d'analyse ont émergé progressivement, à partir des discours des acteurs eux-mêmes, tout en étant constamment mises en dialogue avec les cadres théoriques de la participation, de la gouvernance locale et de l'action publique. Cette posture analytique a permis d'identifier les logiques sociales, les rapports de pouvoir et les formes différenciées d'engagement qui structurent la participation citoyenne à l'échelle locale. La triangulation des données empiriques a renforcé la validité de l'interprétation, tout en assurant une lecture fine des dynamiques, souvent ambivalentes, qui traversent les pratiques participatives à Kissidougou.

3. REPRESENTATIONS SOCIALES ET EXPERIENCES LOCALES DE LA DECENTRALISATION A KISSIDOUGOU

La perception des populations et des intervenants locaux sur la décentralisation est un indicateur crucial de l'appropriation du processus à la base. A Kissidougou, les discours recueillis auprès des enquêtés mettent en lumière une perception ambivalente du phénomène, oscillant entre l'espoir d'une gouvernance locale et la désillusion face à une réalité institutionnelle fréquemment inefficace.

Pour une majorité des individus interrogés, la décentralisation est perçue comme un vecteur potentiel de changement. Un ancien conseiller communal affirme ainsi que : « La décentralisation est une bonne chose si elle est bien appliquée. Elle permet aux populations de décider pour elles-mêmes, mais le problème, c'est que les moyens n'accompagnent pas les discours ». Cette déclaration illustre une vision idéalisée de la décentralisation, fréquemment associée à l'espoir d'une meilleure prise en charge des besoins locaux.

Cependant, cette perception favorable coexiste avec une critique constante de l'inefficacité des dispositifs d'application. Un autre intervenant institutionnel rencontré a déclaré : « On nous parle

de transfert de compétences, mais en réalité, l'Etat persiste à tout décider depuis Conakry. » « Nous ne disposons pas d'une véritable indépendance ». Cette affirmation reflète une méfiance systématique envers l'autorité centrale, qui est reprochée de maintenir les outils cruciaux de la prise de décision et des ressources, ce qui va à l'encontre du discours officiel prônant la décentralisation. Pour leur part, les habitants de certains quartiers manifestent une sorte de résignation face à l'absence de résultats tangibles. Un habitant enquêté dans le quartier de Madina déclare : « Je n'ai jamais vu quelqu'un du conseil municipal venir nous demander ce dont nous manquons. » On ne nous demande pas d'avis, mais on nous informe que nous sommes en processus de décentralisation. Ce témoignage souligne le fossé entre les principes participatifs proclamés par les documents officiels et leur mise en œuvre effective sur le terrain.

L'histoire de la décentralisation à Kissidougou, qui a débuté en 1991 avec la création du premier conseil communal, a joué un rôle déterminant dans la construction d'une mémoire politique locale commune. Pour beaucoup d'acteurs, les phases successives de mandats ont favorisé certains progrès (édification d'écoles, marchés, ponts), toutefois, elles n'ont pas conduit à un changement structurel des conditions de gouvernance. Comme l'exprime un fonctionnaire local : « Oui, il s'agit de réalisations palpables, mais la véritable décentralisation, c'est lorsque les citoyens ont le sentiment qu'ils ont du pouvoir. Et ça, on n'y est encore pas du tout ».

Ces citations mettent en évidence une double disparité : d'une part entre les standards de la décentralisation et leurs interprétations locales ; d'autre part entre les aspirations sociales et les structures institutionnelles existantes. L'image de la décentralisation à Kissidougou est donc fortement influencée par l'expérience, la frustration et l'espoir.

Ce paradoxe fondamental est illustré par cette ambiguïté perceptive : la décentralisation, bien qu'évoquée dans les discours formels, semble pourtant absente des pratiques réelles. Ce décalage, soutenu par une fausse perception de proximité institutionnelle sans véritable partage de pouvoir, érode la légitimité des autorités locales et engendre un désintérêt citoyen pour le projet de décentralisation.

4. MODALITES ET LIMITES DE LA PARTICIPATION CITOYENNE AU DEVELOPPEMENT LOCAL

L'engagement des citoyens est un élément essentiel du développement participatif. A Kissidougou, elle se caractérise néanmoins par des modalités disparates et de grandes restrictions, aussi bien

structurelles que culturelles. L'analyse des données de terrain indique que malgré l'existence officielle de processus de consultation et de représentation, leur efficacité et leur capacité d'inclusion sont largement contestables.

De nombreux acteurs locaux admettent que la communauté est rarement associée aux étapes de conception et de planification des projets de développement. Comme le souligne un acteur de la société civile : « On nous convoque uniquement lorsque tout est déjà arrêté. » Ce n'est pas question de participation, mais d'information tardive ». Ce constat met en lumière une tendance à confondre la participation avec une simple communication descendante, généralement sporadique et superficielle.

Dans certains quartiers, des initiatives communautaires spontanées témoignent cependant d'un désir d'engagement. A Madina, par exemple, des habitants ont contribué bénévolement à la rénovation d'un puits communautaire, sans appui communal. Cette dynamique endogène souligne un paradoxe : les citoyens sont prêts à s'engager, mais se heurtent à un manque d'encadrement, de soutien et de reconnaissance institutionnelle. Un jeune leader local affirme : « Nous avons l'énergie, mais ce sont les autorités qui doivent canaliser et appuyer nos efforts. Sinon on se décourage. »

Sur le plan institutionnel, la création de commissions communales devait permettre une meilleure inclusion des populations dans la gestion des affaires locales. Toutefois, les données indiquent que ces organes fonctionnent de manière irrégulière, souvent dépendants des dynamiques politiques locales. Un ancien vice-maire déclare : « Il y a des commissions, mais elles ne sont pas actives. On manque de moyens, de formation et parfois de volonté. »

L'accès inégal à l'information représente aussi un obstacle significatif à une participation véritable. Il est courant que tant les citoyens que certains élus ne soient pas familiers avec les textes relatifs à la décentralisation. Comme le souligne un fonctionnaire : « Nombreux sont ceux qui ignorent même ce que stipule le Code des collectivités. » « Comment souhaitez-vous qu'ils s'engagent de manière informée ? ». Le manque d'une culture administrative commune entrave largement les possibilités de dialogue et de supervision par les citoyens.

De plus, la politisation excessive dans la gestion municipale décourage certains segments de la population, en particulier les jeunes et les femmes, qui sont pourtant des acteurs clés d'un développement inclusif. Comme l'a révélé une personne interrogée : « Si tu n'appartiens pas au bon camp politique, on ne prête pas attention à toi, même si tes idées sont bonnes. »

Ainsi, bien que la participation soit déclarée comme un principe de base, elle demeure dans les faits incomplète. Elle fait face à un manque de mécanismes solides, de ressources appropriées, et surtout d'une volonté politique forte pour l'utiliser comme outil de transformation locale. L'enjeu n'est pas seulement technique, mais intrinsèquement sociopolitique.

5. AVANCEES STRUCTURELLES ET SYMBOLIQUES DE LA DECENTRALISATION DANS LA COMMUNE

Bien que la décentralisation à Kissidougou rencontre de nombreux obstacles, elle a aussi entraîné des progrès significatifs sur les plans institutionnel, infrastructurel et symbolique. Ces avancées, quoique parfois restreintes dans leur étendue, illustrent une progression du rôle des collectivités locales dans la conduite du développement.

Sur le plan institutionnel, la mise en place des premiers conseils communaux en 1991 a marqué une rupture historique avec la centralisation absolue qui prévalait auparavant. Depuis cette date, plusieurs phases électorales ont permis de renouveler les équipes communales, bien que leur fonctionnement ait été souvent affecté par l'instabilité politique ou les tensions post-électorales. Un ancien élu rappelle à ce sujet : « En 1991, on avait l'impression que c'était vraiment le peuple qui allait gouverner. C'était nouveau, et les attentes étaient énormes. »

Les différents mandats ont été jalonnés de réussites concrètes. L'édification d'infrastructures sociales fondamentales, comme les écoles élémentaires, les centres médicaux ou le marché de Limanya, représente une progression tangible du processus de décentralisation. Par exemple, entre 2000 et 2005, la municipalité a entrepris de rénover plusieurs centres de santé (Madina, Hermankono, Dar Es Salam) et a également construit le lycée de Missira. Comme l'indique un conseiller municipal de cette époque : « C'est grâce à notre administration que le lycée de Missira a été créé. » Auparavant, les élèves étaient contraints de se déplacer sur de longues distances pour poursuivre leurs études.

En plus des infrastructures, des initiatives ont été prises en matière d'environnement, y compris l'établissement d'un service municipal de salubrité, témoignant d'une détermination locale à rehausser la qualité de vie en milieu urbain. La période post-2018 a vu l'émergence de nouveaux projets tels que l'édification de la salle des fêtes Paul Keita, la réhabilitation du stade préfectoral et la construction du pont de Yassafè. Les habitants considèrent ces mesures comme des manifestations tangibles du pouvoir local, en dépit de leurs contraintes.

Ces accomplissements contribuent symboliquement à la reconnaissance graduelle de la commune en tant qu'acteur du développement. Elles ont, au moins en partie, intensifié le sentiment de possession des politiques locales. Un habitant de Dar Es Salam affirme : « A présent, nous savons que certaines décisions sont prises par nos élus. » Tout provenait de Conakry, auparavant.

Cependant, ces avancées restent inégalement réparties entre les quartiers, et leur pérennité dépend largement du soutien des partenaires techniques et financiers. Leur caractère encore souvent exogène interroge la durabilité du développement local impulsé par la commune. Il n'en demeure pas moins que ces progrès, bien que fragmentaires, constituent les jalons d'un enracinement lent mais réel du processus décentralisé à Kissidougou.

6. CONTRAINTES POLITIQUES, FINANCIERES ET INSTITUTIONNELLES DU PROCESSUS DECENTRALISE

Bien qu'il y ait eu des progrès notables, la commune urbaine de Kissidougou continue de souffrir d'un processus de décentralisation fortement freiné par une variété de contraintes. Ces défis, souvent soulignés par les acteurs enquêtés, entravent l'application effective d'une gouvernance locale autonome et inclusive.

Du point de vue politique, l'intervention constante de l'Etat central dans les affaires locales représente un obstacle significatif. Malgré le fait que la décentralisation soit fondée sur l'autonomie des collectivités, de nombreux acteurs enquêtés critiquent la surveillance rigoureuse imposée par les autorités préfectorales sur les délibérations communales. Selon un conseiller local, « Le maire n'a pas le pouvoir de décider seul, même pour un projet simple ; il lui faut l'approbation du préfet. » « On dirait que la décentralisation n'est qu'une théorie ». Cette supervision de facto restreint l'autonomie des responsables locaux et accentue la sensation d'une centralisation masquée.

Un autre défi majeur est constitué par les problèmes financiers. La réalisation des projets prioritaires est compromise par la faiblesse des ressources propres des communes et l'insuffisance des subventions de l'Etat. Selon les données administratives, chaque municipalité urbaine bénéficie d'un soutien financier annuel de 250 millions de francs guinéens, une somme nettement trop faible compte tenu des exigences locales. Un agent municipal déclare : « Lorsque nous obtenons la subvention, une grande partie est allouée aux dépenses opérationnelles. » « Il ne reste presque rien à investir. »

Cette situation d'insuffisance budgétaire est associée à un déficit persistant en compétences techniques et administratives. De nombreux élus manquent des compétences requises pour administrer de manière efficace les affaires locales. On souligne souvent un manque de connaissance du Code des collectivités locales et des procédures de planification. Un responsable avoue : « Nous sommes présents, mais nous n'avons pas une maîtrise totale des textes. On se forme sur le terrain, fréquemment par le biais d'erreurs. » Ce manque de formation compromet la qualité de la gestion locale et renforce la défiance des citoyens à l'égard de leurs élus.

En outre, il existe un manque de cohérence entre les politiques nationales et les programmes de développement au niveau local. Les collectivités ont du mal à aligner leurs priorités sur les directives sectorielles de l'Etat, en raison d'une coordination insuffisante. Cette discordance met en péril l'uniformité stratégique des initiatives de développement. Finalement, la politique intense au niveau local engendre des tensions et écarte certains groupes, en particulier les femmes et les jeunes. « Tout ici est politisé. » « Même une initiative de nettoyage peut donner lieu à des tensions si elle n'est pas lancée par le bon groupe », déplore une représentante du milieu associatif.

Ces différents facteurs indiquent que la décentralisation à Kissidougou se déroule dans un cadre institutionnel précaire, caractérisé par une dépendance structurelle au gouvernement central, une insuffisance de compétences locales et un déficit en légitimité politique. Sans une restructuration radicale de ces aspects, le rêve d'un développement local participatif pourrait bien demeurer un mirage.

CONCLUSION

L'analyse du processus de décentralisation dans la commune urbaine de Kissidougou met en lumière une réalité ambivalente, où les principes de proximité, de participation et d'autonomie se heurtent aux contraintes d'un système encore largement centralisé et faiblement outillé. Si des avancées notables ont été observées (qu'il s'agisse de la création d'infrastructures, de la structuration institutionnelle ou de l'implication partielle des citoyens) elles demeurent fragiles, inégalement réparties et insuffisamment ancrées.

Les discours des acteurs, tout comme les dynamiques observées sur le terrain, révèlent un fossé persistant entre les ambitions du cadre légal et la réalité des pratiques locales. La participation citoyenne reste souvent formelle, les ressources limitées, les élus insuffisamment formés, et les logiques partisans omniprésentes. En somme, la décentralisation à Kissidougou semble encore

prisonnière d'un entre-deux : trop avancée pour être ignorée, mais trop contrainte pour libérer pleinement son potentiel transformateur.

Dès lors, repenser la décentralisation ne peut se réduire à des ajustements techniques. Il s'agit d'un véritable projet politique, qui exige un transfert effectif de compétences, un renforcement des capacités locales, une meilleure synergie entre les acteurs institutionnels, et surtout, une volonté réelle de faire des citoyens les co-acteurs du développement. A ce prix seulement, la décentralisation pourra cesser d'être un mot d'ordre pour devenir un véritable levier d'émancipation démocratique et de progrès local.

BIBLIOGRAPHIE

Banque mondiale. (2019). *Rapport sur la gouvernance locale et la participation citoyenne en Guinée*. Washington, DC : Banque mondiale.

Bierschenk, T., & Olivier de Sardan, J.-P. (1998). *Les pouvoirs locaux en Afrique : Sociologie politique et anthropologie du local*. Paris : Karthala.

Chauveau, J.-P. (1998). *L'anthropologie politique en Afrique*. Paris : Karthala.

Condé, N. L. (2022). *La participation citoyenne dans le processus de décentralisation guinéenne : enjeux et perspectives*. Conakry : Presses universitaires de Guinée.

Diawara, A. (2020). Mobilisation citoyenne et gouvernance locale en Guinée : analyse des pratiques participatives à Kissidougou. *Revue guinéenne de sciences sociales*, 14(2), 57–68.

IIED. (2020). *Empirical studies on decentralization and participation in West Africa*. London : International Institute for Environment and Development.

INS, RGPH. (2014). *Recensement général de la population et de l'habitat : Rapport démographique par région*. Conakry : Institut National de la Statistique.

Mercier, C. (2008). *Gouvernance locale et espaces publics de délibération*. Paris : Éditions de l'EHESS.

OCDE. (2019). *La décentralisation et le développement local : enjeux et bonnes pratiques*. Paris : OCDE Publishing.

Olivier de Sardan, J.-P. (1998). La politique du terrain et la conception de l'action publique. In T. Bierschenk & J.-P. Olivier de Sardan (Éds.), *Les pouvoirs locaux en Afrique* (pp. 233–261). Paris: Karthala.